

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de février 1999

Excédent budgétaire de 0,3 milliard de dollars en février 1999

Un excédent budgétaire de 0,3 milliard de dollars a été enregistré en février 1999, ce qui est inférieur de près de 2 milliards à l'excédent de 2,3 milliards enregistré en février 1998. Ce recul d'une année sur l'autre résulte d'une baisse des recettes d'impôt sur le revenu des sociétés et de la hausse des engagements liés aux transferts aux provinces en vertu du programme de péréquation.

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont fléchi de 0,7 milliard de dollars, traduisant surtout la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés. Ces dernières doivent verser un paiement de règlement final dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. L'année d'imposition de la plupart des grandes sociétés prend fin en décembre, ce qui signifie que Revenu Canada reçoit les paiements finals de règlement se rapportant à l'année d'imposition qui vient de se terminer à la fin de février et au début de mars. Compte tenu de la baisse des bénéficiaires des sociétés en 1998, le montant des paiements de règlement final est réduit en conséquence. Même si les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers sont également moins élevées, cette baisse résulte en partie d'un virement aux rentrées des cotisations d'assurance-emploi se rapportant à des paiements insuffisants pour 1998. Les recettes brutes d'impôt sur le revenu des particuliers comprennent notamment les retenues au titre des cotisations d'assurance-emploi. La ventilation entre les composantes des recettes repose sur des estimations, et les données sont corrigées au besoin lorsque des renseignements nouveaux sont disponibles. Ce virement explique

largement l'augmentation des recettes de cotisations d'assurance-emploi. Les rentrées de taxe sur les produits et services (TPS) ont nettement augmenté, mais cela résulte en bonne partie de l'effet d'un ralentissement du traitement des remboursements en février 1999 en raison d'un conflit de travail.

Les dépenses de programmes ont grimpé de 1,3 milliard de dollars par rapport à février 1998, résultat de la prorogation des engagements liés aux droits de péréquation des provinces pour 1998-1999 et les exercices antérieurs. Tel qu'il était indiqué dans le budget de 1999, la hausse des droits résultait de la révision des chiffres à la lumière des plus récentes données fiscales. Les dépenses de programmes directes sont demeurées inchangées.

Les frais de la dette publique ont légèrement diminué, traduisant une baisse de l'encours de la dette portant intérêt puisque les taux d'intérêt réels moyens sur la dette sont demeurés inchangés.

Excédent budgétaire de 10,8 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Au cours des 11 premiers mois de l'exercice, soit d'avril 1998 à février 1999, l'excédent budgétaire a été estimé à 10,8 milliards de dollars, en baisse de 0,8 milliard par rapport à l'excédent de 11,5 milliards enregistré à la même période de l'exercice 1997-1998. La baisse d'une année sur l'autre est largement attribuable à l'augmentation des engagements liés aux droits de péréquation des provinces et à des rentrées moins élevées d'impôt sur le revenu des sociétés.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	février		d'avril à février	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	15 234	14 540	139 875	142 556
Dépenses de programmes	-9 559	-10 842	-90 815	-93 839
Solde de fonctionnement	5 675	3 698	49 060	48 717
Frais de la dette publique	-3 386	-3 356	-37 512	-37 951
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 289	342	11 548	10 766
Opérations non budgétaires	664	956	-227	-1 253
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	2 953	1 298	11 321	9 513
Opérations de change	-4 941	1 814	1 031	1 368
Solde financier net	-1 988	3 112	12 352	10 881
Variation nette des emprunts	2 455	2 154	-12 057	-14 222
Variation nette de l'encaisse	467	5 266	295	-3 341

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Comme on l'a signalé dans le budget de 1999, l'évolution du contexte économique et stratégique d'ici la fin de l'année devrait avoir pour effet de réduire l'excédent cumulatif constaté depuis le début de l'exercice. Le budget de 1999 prévoit des initiatives totalisant 4,2 milliards de dollars, somme qui sera imputée à l'exercice 1998-1999. En outre, le coût total des mesures stratégiques annoncées avant le budget de 1999 n'a pas été intégré aux résultats depuis le début de l'exercice. Enfin, d'après le calendrier habituel des rentrées et des paiements, l'excédent cumulatif devrait être amputé d'une somme additionnelle de 2,5 milliards d'ici la fin du présent exercice.

Si l'on tient compte de tous ces facteurs, on prévoit un budget équilibré, y compris une réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars, en 1998-1999. Dans la mesure où il n'est pas nécessaire de puiser dans la réserve pour éventualités, les fonds serviront à rembourser la dette.

Pour la période d'avril 1998 à février 1999, les recettes budgétaires ont grimpé de 2,7 milliards de dollars (1,9 %), les dépenses de programmes

ont progressé de 3 milliards (3,3 %) et les frais de la dette publique ont augmenté de 0,4 milliard (1,2 %) par rapport à la même période de 1997-1998.

Au chapitre des recettes budgétaires :

- les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (2,6 %). Cette situation est attribuable à l'augmentation soutenue des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné que le nombre de personnes occupant un emploi est supérieur, et à des montants plus élevés payés à la déclaration, sous l'effet de la forte croissance des revenus pendant l'année d'imposition 1997. Cependant, l'effet de ces facteurs sur l'augmentation globale des recettes d'impôt sur le revenu des particuliers a été tempéré par une hausse de 1,2 milliard de dollars des remboursements et par un virement net de 1 milliard aux recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi, qui se rapporte à des ajustements couvrant les années antérieures et à des paiements insuffisants relativement à l'année d'imposition 1998. En outre, les paiements en vertu de la Prestation fiscale

Tableau 2

Recettes budgétaires

	février		d'avril à février		variation (%)
	1998	1999	1997-1998	1998-1999	
(en millions de dollars)					
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	7 287	6 514	68 355	70 124	2,6
Impôt sur le revenu des sociétés	3 283	2 583	18 178	17 764	-2,3
Autres	229	150	2 245	2 440	8,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	10 799	9 247	88 778	90 328	1,7
Cotisations d'assurance-emploi	1 678	2 131	16 976	17 580	3,6
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 807	2 152	18 551	19 522	5,2
Droits de douane à l'importation	111	222	2 360	2 220	-5,9
Taxes de vente et d'accise	611	608	7 965	7 775	-2,4
Total des taxes et droits d'accise	2 529	2 982	28 876	29 517	2,2
Total des recettes fiscales	15 006	14 360	134 630	137 425	2,1
Recettes non fiscales	228	180	5 245	5 131	-2,2
Total des recettes budgétaires	15 234	14 540	139 875	142 556	1,9

canadienne pour enfants, déduits des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers, sont en hausse de 0,4 milliard de dollars, témoignant des fonds additionnels annoncés dans les budgets de 1996 et de 1997.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,4 milliard de dollars (2,3 %). Pendant la majeure partie de l'exercice 1998-1999, les recettes ont affiché une nette progression, traduisant l'effet des méthodes de versement, et non nécessairement l'évolution sous-jacente des bénéficiaires, puisque les sociétés sont tenues de déclarer des acomptes provisionnels mensuels en fonction soit de leurs obligations fiscales réelles de l'exercice précédent, soit de leurs obligations fiscales estimatives pour l'exercice en cours. Les sociétés ont 60 jours après la fin de leur exercice pour régler tous les montants dus. Ainsi, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés se font dans une large mesure en février et en mars; en fait, il s'agit de 25 à 40 % de l'ensemble des rentrées pour toute l'année. Les profits des sociétés étant moindres en 1998, les sommes perçues pendant la période de règlement (février-mars 1999) devraient être inférieures à celles enregistrées en février-mars 1998.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,6 milliard de dollars (3,6 %). Cette hausse est attribuable au virement net des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers et à une augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. En décembre 1997, un virement a été effectué aux recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers en raison de paiements excédentaires pendant l'année d'imposition 1996; en octobre 1998 et en février 1999, d'autres virements des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont été effectués en raison de paiements insuffisants relativement à des années d'imposition antérieures. La baisse du taux des cotisations a atténué l'effet de ces facteurs. Le taux des cotisations salariales (par tranche de 100 \$ de gains assurables) est passé de 2,90 \$ en 1997 à 2,70 \$ en 1998 (avec une baisse correspondante des taux de cotisation de l'employeur). Pour 1999, le taux des cotisations salariales a été réduit à 2,55 \$.
- Les recettes nettes de TPS ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (5,2 %), ce qui correspond dans l'ensemble à la progression de l'assiette pertinente. Les droits de douane à l'importation ont diminué de 0,1 milliard

La revue financière

(5,9 %) étant donné que l'effet des réductions tarifaires a plus que compensé la hausse des importations. Les autres taxes et droits d'accise ont baissé de 0,2 milliard (2,4 %), en grande partie à cause de la réduction de la taxe sur le transport aérien, en vigueur le 1^{er} janvier 1998, et de son abolition le 1^{er} novembre 1998.

- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales, par exemple les droits et les produits d'opérations de vente, ont reculé de 0,1 milliard de dollars (2,2 %).

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, surtout en raison de la hausse des prestations aux aînés. Les prestations d'assurance-emploi demeurent pratiquement inchangées.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,4 milliard de dollars, traduisant la hausse des droits de péréquation. Comme l'indiquait le budget de 1999, la révision des données, qui résulte surtout du fait que la croissance économique a été beaucoup plus forte en Ontario que dans les provinces bénéficiant de la péréquation, a entraîné la révision nettement à la hausse des droits de péréquation. Ces révisions portent sur les exercices 1998-1999 et les exercices antérieurs. Les droits en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés les mêmes étant donné qu'en vertu de la législation actuelle, les droits en espèces par exercice ne peuvent tomber sous la barre de 12,5 milliards de dollars. Dans le budget de 1999, le gouvernement fédéral a annoncé un supplément ponctuel au titre du TCSPS de 3,5 milliards, qui sera comptabilisé en 1998-1999 après adoption des dispositions législatives nécessaires.

- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont progressé de 1,0 milliard de dollars (2,5 %). Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Les subventions et les autres transferts ont fléchi de 0,1 milliard, surtout en raison de la cessation des subventions à NAV CANADA, en raison de l'abolition de la taxe sur le transport aérien. Les paiements aux sociétés d'État ont grimpé de 0,1 milliard. Les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations, y compris au chapitre de la défense, ont augmenté de 1,0 milliard, surtout en raison de l'effet de règlements salariaux rétroactifs.

Les frais de la dette publique sont en hausse de 0,4 milliard de dollars (1,2 %) étant donné que l'effet de la baisse de l'encours total portant intérêt a été atténué par une hausse du taux d'intérêt moyen en vigueur sur cette dette. Cela traduit à la fois une légère hausse des taux d'intérêt et des changements de la composition de la dette portant intérêt au profit d'échéances plus longues.

Excédent financier de 9,5 milliards de dollars depuis le début de l'exercice (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté suivant la comptabilité d'exercice modifiée, en vertu de laquelle le passif du gouvernement est consigné à mesure qu'il est subi, quel que soit le moment où est effectué le versement en espèces. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	février		d'avril à février		variation (%)
	1998	1999	1997-1998	1998-1999	
(en millions de dollars)					
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 880	1 924	20 317	20 829	2,5
Prestations d'assurance-emploi	1 193	1 185	10 418	10 448	0,3
Total	3 073	3 109	30 735	31 277	1,8
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	11 458	11 458	0,0
Transferts fiscaux	1 143	2 395	8 902	10 440	17,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-180	-187	-1 964	-2 054	4,6
Total	2 005	3 250	18 396	19 845	7,9
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres programmes					
Agriculture	111	47	654	567	-13,3
Affaires étrangères	175	138	1 495	1 405	-6,0
Santé	92	55	752	863	14,8
Développement des ressources humaines	221	144	1 350	1 829	35,5
Affaires indiennes et du Nord	265	182	3 439	3 349	-2,6
Industrie et développement régional	202	224	1 382	1 392	0,7
Anciens combattants	115	115	1 254	1 255	0,1
Autres	238	218	2 545	2 087	-18,0
Total	1 419	1 123	12 871	12 747	-1,0
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	56	45	802	869	8,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	125	135	1 528	1 625	6,3
Autres	91	102	994	943	-5,1
Total	272	282	3 324	3 437	3,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	949	953	8 759	8 436	-3,7
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 841	2 124	16 730	18 097	8,2
Total	2 790	3 077	25 489	26 533	4,1
Total des dépenses directes de programmes	4 481	4 483	41 684	42 717	2,5
Total des dépenses de programmes	9 559	10 842	90 815	93 839	3,3
Frais de la dette publique	3 386	3 356	37 512	37 951	1,2
Total des dépenses budgétaires	12 945	14 198	128 327	131 790	2,7
Poste pour mémoire :					
total des transferts	6 497	7 482	62 002	63 869	3,0

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	février		d'avril à février	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 289	342	11 548	10 766
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	216	66	1 083	1 311
Autres	-20	125	53	-257
Total	196	191	1 136	1 054
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	42	555	-344	1 240
Comptes de pension de retraite	252	324	2 662	3 643
Autres	65	-1	-150	2
Total	359	878	2 168	4 885
Autres opérations	109	-113	-3 531	-7 192
Total des opérations non budgétaires	664	956	-227	-1 253
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	2 953	1 298	11 321	9 513
Opérations de change	-4 941	1 814	1 031	1 368
Solde financier net	-1 988	3 112	12 352	10 881

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	février		d'avril à février	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-1 988	3 112	12 352	10 881
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 100	2 300	13 788	8 272
Obligations d'épargne du Canada	-186	-201	-2 755	-1 825
Bons du Trésor	1 800	2 200	-26 200	-26 300
Autres	-169	-279	-10	108
Total partiel	-1 655	4 020	-15 177	-19 745
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	94	558	145	127
Total	-1 561	4 578	-15 032	-19 618
Payables en devises				
Obligations négociables	2 906	-2 801	2 780	6 880
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	1 110	377	548	-409
Billets du Canada			-353	-1 075
Total	4 016	-2 424	2 975	5 396
Variation nette des emprunts	2 455	2 154	-12 057	-14 222
Variation de l'encaisse	467	5 266	295	-3 341

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	28 février 1999	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 364	10 885	-11 479
Intérêt et dette échue	10 419	7 147	-3 272
Provisions	10 917	10 917	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	43 700	28 949	-14 751
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	117 457	121 099	3 642
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	4 205	5 445	1 240
Autres régimes de retraite et autres comptes	5 872	5 874	2
Total des régimes de retraite et autres comptes	127 534	132 418	4 884
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 583	302 855	8 272
Bons du Trésor	112 300	86 000	-26 300
Obligations d'épargne du Canada	29 769	28 071	-1 698
Autres	3 456	3 564	108
Total partiel	440 108	420 490	-19 618
Payable en devises			
Obligations négociables	14 651	23 042	8 391
Bons du Canada	9 356	8 947	-409
Billets du Canada	3 176	590	-2 586
Total partiel	27 183	32 580	5 397
Total de la dette non échue	467 291	453 070	-14 221
Total de la dette portant intérêt	594 825	585 488	-9 337
Total du passif	638 525	614 437	-24 088
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 813	4 914	-10 899
Comptes d'opérations de change	28 968	27 600	-1 368
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	14 036	12 982	-1 054
Total de l'actif	58 817	45 496	-13 321
Déficit accumulé (dette publique nette)	579 708	568 941	-10 767

Pour leur part, les besoins ou l'excédent financiers représentent l'écart entre les décaissements et les encaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées et à l'évolution des autres éléments de passif et d'actif. Ces activités font partie des opérations non budgétaires.

Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est généralement reflété dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 1,3 milliard de dollars d'avril 1998 à février 1999, en hausse de 1,0 milliard par rapport au besoin net de la période correspondante en 1997-1998. Cette augmentation reflète principalement les

paiements plus élevés versés aux provinces en vertu des accords de perception fiscale se rapportant à des paiements insuffisants pour des années d'imposition antérieures et à la dotation de la Fondation canadienne des bourses du millénaire, engagement qui avait été comptabilisé en 1997-1998. L'effet de ces paiements a été partiellement atténué par la bonification des comptes de pension, surtout en raison du transfert à NAV CANADA en 1997-1998, ce qui a amputé les fonds en 1997-1998, et par de plus importantes ressources dans le compte du Régime de pensions du Canada, reflétant le calendrier des rentrées. Cela a permis de dégager un excédent financier (opérations de change exclues) de 9,5 milliards de dollars d'avril 1998 à février 1999, ce qui est légèrement inférieur à l'excédent de 11,3 milliards enregistré pour la même période en 1997-1998.

Solde financier net de 10,9 milliards de dollars et emprunts nets en baisse de 14,2 milliards depuis le début de l'exercice

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce dernier a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens)

lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue des ressources dégagées par les opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des éléments de passif en devises, qui change le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change.

Compte tenu de tous ces facteurs, les opérations de change ont constitué des ressources nettes de 1,4 milliard de dollars entre avril 1998 et février 1999, comparativement à des ressources nettes de 1,0 milliard pour la même période en 1997-1998.

Avec un excédent budgétaire de 10,8 milliards de dollars, un besoin net de 1,3 milliard des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 1,4 milliard des opérations de change, le solde financier net affichait un excédent de 10,9 milliards pour la période d'avril 1998 à février 1999, comparativement à un excédent de 12,4 milliards pour la même période en 1997-1998.

Grâce à ce solde financier net et à une baisse de l'encaisse de 3,3 milliards de dollars, le gouvernement a pu rembourser, d'avril 1998 à février 1999, 14,2 milliards de sa dette contractée sur les marchés. À la fin de février 1999, l'encaisse s'établissait à 7,0 milliards de dollars.

